

Première circonscription

Élections Législatives des 18 et 25 Novembre 1962

Jean ROYER

Maire de Tours - Conseiller Général de Tours-Ouest

Candidat sans parti politique

SUPPLÉANT : **Jean-Paul CHASSAGNE**

Chef de Groupe à la S. N. C. F. - Adjoint au Maire de Tours
Conseiller Général de Tours-Sud



ELECTRICES, ELECTEURS,

Diriger efficacement la France, c'est, à notre époque, assurer d'abord la cohésion des pouvoirs publics, c'est-à-dire la coopération de fait entre le Chef de l'Etat, le Gouvernement et l'Assemblée Nationale.

Selon le comportement du pouvoir exécutif, mais surtout selon la clarté, la rapidité et le sérieux des débats de la future Assemblée, la coopération sera réelle et efficace ou elle ne sera pas. **L'avenir de la République, l'avenir du système représentatif dépendent donc encore plus étroitement qu'en 1953, du choix de vos représentant.** Là réside l'intérêt et la difficulté de la consultation des 18 et 25 novembre.

JE ME PRÉSENTE A NOUVEAU SANS PARTI POLITIQUE

Conformément à ce que je vous avais promis en 1958, je n'ai adhéré à aucun parti ni à aucun groupe de l'Assemblée. Plus que jamais, je reste et veux rester un homme libre.

● **Libre d'examiner** les problèmes posés par toutes les catégories sociales ou professionnelles, sans préjugés, sans idéologie, ni sans aucun sectarisme.

● **Libre de juger** les hommes et les actes du Gouvernement et du Chef de l'Etat, sans tenir compte des pressions des états-majors des partis ou des groupes d'intérêts. C'est ainsi que par mes votes, j'ai fermement appuyé le Gouvernement et le général de Gaulle pour les aider :

- à restaurer les finances de la France ;
- à faire construire massivement des logements et à investir largement en matière d'implantation industrielle ;
- à mieux orienter les activités agricoles ;
- à établir une véritable justice scolaire ;
- à former une armée dotée des armes nucléaires ;
- à proclamer la nécessité d'une autodétermination de l'Algérie ;
- à assurer l'élection du Président de la République au suffrage universel.

C'est ainsi que j'ai suggéré la disparition progressive des abattements de zones de salaires et l'institution de l'arbitrage obligatoire au cours des conflits sociaux.

Que j'ai critiqué d'une manière constructive :

- les insuffisances de la politique régionale de décentralisation ;
- l'insuffisance de l'équipement scolaire notamment dans le domaine de la formation technique et professionnelle ;
- l'absence de réforme administrative.

Que j'ai condamné en censurant le Gouvernement sa politique de dégagement en Algérie, qui, après l'échec des négociations de Lugrin et malgré la perte de plus de 15.000 combattants, violait sans explication tous les engagements antérieurs de la France vis-à-vis des Européens et des musulmans restés fidèles, et donnait le pouvoir à Alger à des meneurs incapables de s'entendre et de diriger efficacement le pays.

J'affirme qu'aucun parti n'est à lui seul capable de diriger la France, que les alliances entre les partis sont éphémères et illusoires et que les élus, hors des partis, doivent être totalement libres de leur jugement et de leurs actes, au même titre que les électeurs. Je n'en suis que plus responsable devant vous.

JE ME PRÉSENTE A NOUVEAU POUR AGIR

Je propose :

1° **DANS LE DOMAINE DE LA POLITIQUE INTERIEURE :**

a) Une réorganisation plus complète des structures de l'Etat :

— par la diminution du nombre des élus de l'Assemblée Nationale, la suppression du Sénat, la refonte des méthodes de travail des assemblées, la réglementation du droit de dissolution, la création d'une cour suprême de justice et d'arbitrage, l'élaboration et le contrôle effectif et rigoureux des budgets par les représentants de la Nation ;

— en décentralisant au niveau de la région et du département, les grands services administratifs après une simplification draconienne des règlements d'urbanisme, de construction, d'aménagement du territoire, etc... ;

— en recherchant l'impartialité de l'information par un statut approprié de la R.T.F.

b) **Le développement continu de l'activité économique** par la recherche scientifique, l'investissement, dans l'industrialisation régionale, l'extension des débouchés agricoles et industriels dans le Marché Commun, la simplification des circuits de distribution, un contrôle sévère du prix de l'acier et des produits énergétiques et l'application d'un plan plus ambitieux de construction d'autoroutes.

c) **L'affermissement du progrès social et moral :**

— par la suppression progressive des abattements de zones de salaires ;

— par l'arbitrage obligatoire en cas de conflits sociaux aigus ;

— par un effort massif et continu de constructions de logements (400.000 accessibles à toutes les bourses et notamment en accession à la propriété) ;

— par un effort intensifié de constructions scolaires à tous les degrés, de recrutement et de rémunération des maîtres des enseignements public et privé, en augmentant les dotations budgétaires et en remettant vigoureusement de l'ordre au Ministère de l'Education Nationale ;

— par une aide plus large aux vieillards (refonte des retraites, construction de logements et multiplication des foyers) ;

— par une aide vigoureuse au Ministère de la Jeunesse et des Sports afin qu'il développe sa politique d'équipement en terrains, en gymnases, en piscines et en stades ;

— par le contrôle plus sévère des films, des revues, des lieux de réunion de la jeunesse et l'enrichissement de l'expression des arts, afin d'élever le niveau moral et spirituel de nos populations, seul garant solide du civisme et de l'unité nationale.

d) **Une politique de rigueur financière :**

— par le contrôle plus strict des crédits budgétaires de fonctionnement et des marchés de l'Etat ;

— par la **REDUCTION VOLONTAIRE ET SUBSTANTIELLE DES INVESTISSEMENTS PUBLICS OU PRIVES** accordés en pure perte à l'Algérie indépendante et aux Etats africains qui n'admettent ni n'appuient la politique internationale de la France.

— par une simplification de la fiscalité et un accroissement de la production et du volume des affaires ;

— par la lutte contre toutes les formes de spéculation.

e) **Une politique de réconciliation nationale :**

Les rapatriés qui ont tout perdu et ont moralement souffert ont droit à réparation et à notre fraternel appui. L'heure est aux rapprochements, à l'amnistie qui soudent et perpétuent l'unité nationale.

2° DANS LE DOMAINE DE LA POLITIQUE EXTERIEURE :

a) Préparer méthodiquement la formation de l'Europe occidentale, grâce à une réforme de l'enseignement des langues, à la multiplicité des échanges et des jumelages, à l'institution de conseils politiques et au déploiement d'une diplomatie commune face aux U.S.A. et à l'U.R.S.S. ;

b) Pratiquer une politique de fermeté vis-à-vis du monde soviétique, fermeté sans provocation et tempérée par le souci d'établir avec les peuples d'au-delà du rideau de fer, des relations dont l'oppression politique du régime communiste n'a pas effacé les caractères de compréhension et de sympathie.

● **Fermeté à Berlin** en préparant la réunification de l'Allemagne, qui devra admettre le caractère définitif de la ligne Oder-Neiss et qui devra renoncer à la formation d'un bouclier nucléaire ;

● **Fermeté en Méditerranée**, en surveillant les agissements des Russes en Afrique du Nord ;

● **Fermeté face à la Chine** (qu'il aurait été cependant normal de reconnaître depuis plusieurs années) en maintenant les bases de Formose et en aidant l'Inde à défendre l'intégrité de son sol.

c) La France doit se maintenir nettement dans l'Alliance Atlantique, appuyer davantage, sans la critiquer toujours, la politique américaine, lorsqu'elle exclut tout à la fois : la faiblesse et la provocation. Afin d'être admise par ses puissants alliés au partage des secrets atomiques et de contribuer à décourager l'agression, j'affirme que la France doit continuer de doter son armée d'un bouclier nucléaire. Mais notre pays se doit de participer à toutes les conférences internationales et y préparer tous les rapprochements possibles entre les deux mondes.

L'analyse d'une telle œuvre à accomplir peut paraître ambitieuse ou démesurée. Il n'en est rien. Dans un monde dominé par le progrès technique, le goût du confort et de la paix et l'accroissement considérable des populations, nos objectifs, nos méthodes de direction, l'intensité et l'étendue de notre travail doivent être sans cesse révisées et améliorées. Toute la Nation, dont les classes doivent être rapprochées, doit travailler dans l'ordre, la discipline et la justice, avec la volonté de respecter les hommes, de les accueillir et de les aider. Pour ma part, en dépit de rudes difficultés, vous savez que je consacre résolument tous mes efforts et toutes mes forces à l'accomplissement d'un tel idéal.

Tourangelles, Tourangeaux, je vous demande de me croire et de m'encourager en me jugeant à mes actes. Je saurai bientôt si vous m'estimez digne de votre confiance.

Vive la République, vive la France.